

La CGT dénonce la campagne fallacieuse de l'association « Sauvegarde Retraite »

La CGT dénonce la campagne de l'association « *Sauvegarde Retraites* » qui fait état d'un prétendu « *pillage* » des caisses de retraites complémentaires du privé AGIRC et ARRCO par l'IRCANTEC.

Première erreur de « *Sauvegarde Retraites* », l'IRCANTEC n'est pas un régime spécial des « fonctionnaires contractuels et élus ». Elle est la caisse de retraite complémentaire des contractuels de droit public des administrations, des collectivités locales, et des établissements publics, mais elle est aussi la caisse complémentaire de nombreux salariés de droit privé des établissements publics industriels et commerciaux. Le régime de base de tous ces salariés est le régime général. L'IRCANTEC est aussi la caisse de retraite des médecins hospitaliers et des élus des collectivités locales.

Une réforme de l'IRCANTEC en 2008, que la CGT a combattue, conduira à terme à une baisse de 25 % du montant des pensions, à une hausse des cotisations, à une baisse de la valeur de service du point, et à la constitution d'une réserve de 15 milliards d'euros.

Tout au contraire de ce que prétend "Sauvegarde retraites", c'est l'IRCANTEC qui va financer sur ses réserves les conséquences de la réforme de la Poste voulue par le gouvernement !

A l'occasion de la transformation de la Poste d'établissement public en société anonyme à compter du 1er mars 2010, les nouveaux recrutés de la Poste dépendront des caisses de retraites des salariés du privé (ARRCO et AGIRC), alors que les anciens recrutés contractuels de droit privé dépendront toujours de l'IRCANTEC. Donc les jeunes n'alimenteront plus la caisse de leurs retraités ce qui aura pour conséquence de mettre en difficulté la caisse de l'IRCANTEC.

Il est prévu qu'une négociation s'ouvre pendant 6 mois entre AGIRC-ARRCO et IRCANTEC sur une compensation financière au profit de l'IRCANTEC, comme dans tous les cas semblables. En l'absence d'accord entre les deux régimes à l'issue de cette période, c'est l'Etat qui fixera les conditions de la compensation. La CGT considère très probable que le gouvernement souhaite décider lui-même d'une compensation la plus faible possible pour l'IRCANTEC afin que celle-ci puise dans ses réserves pour assumer le coût de la transformation de statut de la Poste.

En effet, l'AGIRC et l'ARRCO seront en 2010 en déficit dit "technique", ce qui les contraindra à puiser dans leurs réserves financières. Cette situation est le résultat direct non seulement de la crise, mais aussi du refus du MEDEF de toute augmentation de cotisation.

En comparaison la situation de l'IRCANTEC est plus saine, avec pour l'instant un excédent et une réserve financière de 5 milliards, devant passer à 15 milliards, inutilement du point de vue de la CGT.

Tout au contraire de ce que prétend "Sauvegarde retraites", si la compensation n'est pas à la hauteur de ce qui a été chiffré par la Caisse des Dépôts et Consignations, c'est l'IRCANTEC qui assumera les conséquences de la réforme de la Poste voulue par le gouvernement ! De ce fait, le régime risque

de se trouver en difficulté, ce qui justifiera une nouvelle réforme avec une nouvelle baisse du rendement.

Il n'est pas question pour la CGT d'opposer les salariés du privé et ceux du public comme essaye de le faire par voie de presse l'association « *Sauvegarde Retraites* ».

La CGT demande au gouvernement d'assumer les conséquences de ses choix et de compenser cette charge supplémentaire.

Dans ce cadre, l'opération de l'association "Sauvegarde retraites" correspond parfaitement aux objectifs du pouvoir, qui sont de préparer une nouvelle baisse du rendement des caisses de retraites complémentaires aussi bien dans le public que dans le privé.

En effet, elle s'appuie sur une propagande anti-fonctionnaires destinée à diviser les salariés, dans le cadre du débat général sur la réforme 2010 des retraites.

La CGT a d'ores et déjà engagée une grande campagne d'information, pariant sur l'intelligence collective et la connaissance partagée des grands enjeux de la retraite avec la proposition d'une maison commune des régimes de retraite.

Montreuil, le 10 mai 2010

Gilles OBERRIEDER
goberrieder@ugff.cgt.fr
01.48.18.82.31